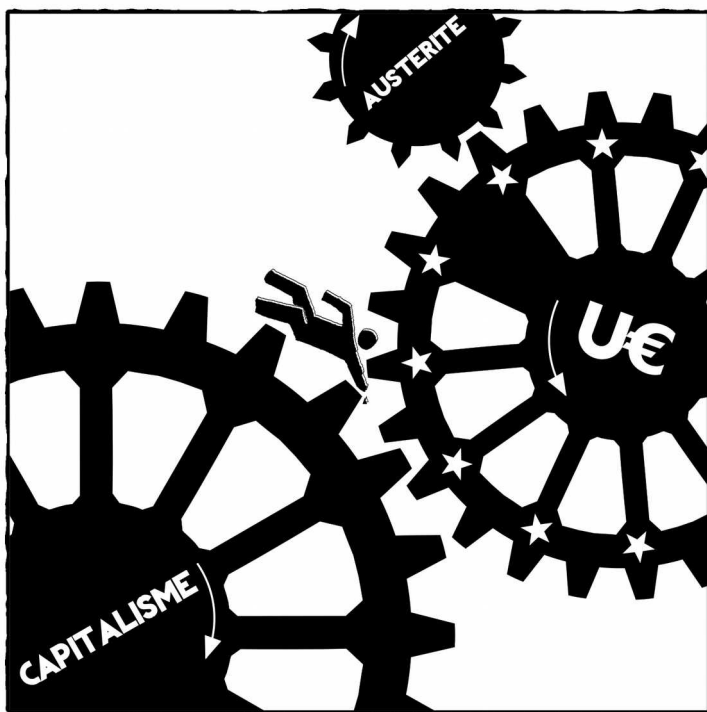


# ANALYSES ET AXES DE MOBILISATION



**UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES**

**NOVEMBRE 2012**



<b>INTRODUCTION</b>	p 5
<b>I – ENSEIGNEMENT</b>	p 9
<b>II – PRECARITE</b>	p 15
<b>III – CULTURE</b>	p 25
<b>IV – DISCRIMINATIONS</b>	p 31
<b>V – INTERNATIONALISME</b>	p 37
<b>CONCLUSION</b>	p 45



Le système capitaliste s'enfonce dans une crise de plus en plus profonde.

Les grands possédants, qui veulent à tout prix maintenir leurs profits, cherchent à en faire peser tout le poids sur les travailleurs et les peuples : aggravation de l'exploitation, baisse des salaires, paupérisation générale des masses, remise en cause systématique de tous les acquis sociaux et démocratiques qui ont pu être arrachés de haute lutte au XX<sup>ème</sup> siècle par les masses populaires.

La jeunesse populaire, qui représente une grande partie de la main-d'œuvre précaire d'aujourd'hui, et constituera la grande masse des travailleurs de demain, est particulièrement touchée par ces attaques. Elle subit de plein fouet le chômage, la misère sociale, le recul de l'accès à l'éducation, et représente la chair à canon de l'oligarchie lorsqu'elle l'envoie se faire tuer dans de sales guerres de domination et de repartage.

Cette accumulation d'injustices et de discriminations, qui s'est accélérée avec les politiques néolibérales agressives imposées par le gouvernement Sarkozy, donne régulièrement lieu à des explosions violentes dans certains quartiers populaires. Le précédent gouvernement y a répondu par la répression et l'escalade sécuritaire : moins d'écoles, mais plus de flics. Il a stigmatisé la jeunesse des cités comme une couche dangereuse qu'il faut « *nettoyer* ». Il a multiplié les lois « anti-bandes » et est allé parfois jusqu'à développer une véritable guerre urbaine contre certains quartiers, comme ce fut le cas à la Ville Neuve de Grenoble en 2010. Cette escalade répressive et sécuritaire n'a rien réglé.

Nourris par une idéologie dominante qui place l'argent, l'écrasement des autres, l'individualisme au-dessus de tout, victimes d'un climat de racisme et de xénophobie qui engendrent la peur et montent les jeunes les uns contre les autres, certains jeunes retournent contre eux-mêmes ou contre d'autres jeunes la violence sociale qu'ils subissent quotidiennement. Le sentiment d'être une « génération sacrifiée » a poussé un grand nombre de lycéens, d'étudiants et de jeunes travailleurs à s'impliquer en nombre de plus en plus important dans les grandes mobilisations sociales et politiques de ces dernières années.

La mobilisation contre le CPE, très forte dans les lycées professionnels et les lycées d'enseignement général des quartiers populaires, a montré leur refus massif de voir les bas salaires et la précarité s'instituer comme seuls « débouchés professionnels » à leurs études.

Le grand mouvement étudiant contre la LRU a marqué leur refus de la marchandisation de l'Éducation, de la privatisation des universités et de la ségrégation sociale entre l'élite et les jeunes des milieux populaires. La mobilisation contre la réforme du régime des retraites a mis en évidence sa maturité, sa capacité à se projeter vers son avenir et à se mobiliser pour des causes qui dépassent le simple cadre de l'éducation.

C'est dans cette mobilisation que s'est imposé le mot d'ordre : « *Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas!* ». « *On la combat!* », avons-nous ajouté à juste titre. L'aspiration à une alternative politique de rupture a fait qu'un nombre, là aussi de plus en plus important de jeunes, s'est retrouvé dans la dynamique politique qui s'est développée autour du Front de Gauche.

Sarkozy et sa clique ultra réactionnaire ont été chassés, la jeunesse populaire y a contribué. Aujourd'hui, Hollande affirme qu'il place la jeunesse au cœur de ses préoccupations. Des choses ont changé, certes. La répression et l'enfermement ne sont plus présentés comme la solution sans appel pour mater la jeunesse. Des postes sont créés dans l'Éducation nationale. Les problèmes sociaux des jeunes ne sont plus niés... Mais en refusant la rupture avec les politiques d'austérité et de « baisse du coût du travail » imposées par l'oligarchie à toute la société, le gouvernement refuse l'affrontement avec le patronat et la réaction. Il n'est pas en mesure de satisfaire nos immenses attentes.

Cette politique sociale-libérale est dangereuse parce qu'elle n'apporte pas de véritables réponses aux difficultés et aux préoccupations de la grande majorité des jeunes, elle peut donc potentiellement amener certains à se laisser séduire par le discours faussement anti-système et fascisant de l'extrême droite.

Mais, n'en déplaise aux banquiers, financiers, riches industriels et autres magnats des médias, les manœuvres n'opèrent pas toujours telles qu'ils l'ont prévu : le peuple résiste, la jeunesse trouve les ressources pour continuer à combattre et s'opposer à la mise en place de politiques de régression.

L'UJR, l'Union des Jeunes Révolutionnaires, constituée depuis quelques mois maintenant, veut mettre ses forces dans la résistance du camp populaire. Nous sommes engagés dans la lutte entre l'oligarchie et les peuples. Nous voulons apporter notre contribution pour permettre à la jeunesse populaire de se renforcer et d'agir de façon organisée.

Ce document a été réalisé dans cette perspective. Il rassemble nos analyses et nos propositions de luttes sur cinq fronts qui concernent la jeunesse populaire et où il nous semble nécessaire d'agir immédiatement :

- **Pour une éducation de qualité, gratuite, laïque et accessible à tous.**
- **Contre la précarisation de la jeunesse.**
- **Pour une large démocratisation de l'art et de la culture, afin d'en finir avec une culture de masse régressive et réactionnaire.**
- **Contre le racisme, la xénophobie et la discrimination de la jeunesse.**
- **Contre l'impérialisme sous toutes ses formes ; pour la solidarité internationale de la jeunesse.**









**L**e taux de scolarisation est passé de 89 % à 84 % en 15 ans. 11 % des 15-19 ans sortent du système scolaire. Tous les ans, environ 150 000 jeunes quittent l'école sans aucun diplôme. Ce processus de désagrégation du service public d'Éducation s'est accéléré durant le quinquennat Sarkozy. Pour la jeunesse des milieux populaires, les reculs ont été très importants en termes d'accès au savoir et à l'éducation dans son ensemble ; de la maternelle à l'université, aucun secteur n'a été épargné.

D'une manière générale, on assiste au développement, de la maternelle à l'enseignement supérieur, des écoles privées avec le soutien de l'État

**Nous demandons l'arrêt du soutien à l'enseignement privé et la récupération des structures dignes d'intérêt général par l'État.**

- **L'enseignement secondaire**

Dans les lycées, la réforme de l'enseignement professionnel et celle des filières générales ont été imposées sans concertation. La réforme des programmes, qui s'est traduite par une baisse importante d'heures de cours enseignées, a servi un objectif d'économie budgétaire. Tandis que l'assouplissement de la carte scolaire permettait aux jeunes des milieux aisés de fréquenter des établissements plus côtés, elle a renforcé encore davantage le processus de ghettoïsation de certains établissements fréquentés par les jeunes des milieux populaires.

Dans l'Éducation nationale, comme dans l'ensemble des services publics, un départ à la retraite sur deux n'a pas été remplacé. Les résultats sont catastrophiques. A l'heure actuelle, et c'est particulièrement criant dans le département de Seine-Saint-Denis (93), de nombreux élèves n'ont pas d'enseignants et le service public minimum de l'éducation n'est pas assuré.

- **L'enseignement supérieur**

La réforme LMD a été un outil catastrophique de l'Union Européenne pour rallonger partout la durée d'étude et compliquer l'accès à un diplôme reconnu aux jeunes des milieux populaires : le grade de Licence ne vaut plus rien et oblige à faire 5 ans d'études minimum à l'Université.

A l'Université et dans la Recherche, la droite s'est employée à mettre en œuvre de façon accélérée la loi LRU (Libertés et Responsabilités des Universités), dont le processus de Bologne est la matrice pour tous les pays de l'Union Européenne. Les conséquences ne se sont pas faites attendre puisque les frais d'inscriptions aux universités ont augmenté dès la rentrée suivante, rendant encore plus difficile l'accès pour les jeunes dont les moyens sont les plus modestes.

La question de l'autonomie des universités a renforcé le poids des présidents d'universités ainsi que la représentation des intérêts du patronat dans les instances de l'université avec un net recul de la représentation démocratique des enseignants, des étudiants et du personnel. La création de pôles de compétitivité dans lesquels a été intégré un nombre réduit d'universités d'« excellence » a généré parallèlement des filières de second plan pour la grande majorité des universités hors zone.

**Nous demandons le retrait de la loi LRU, la fin des projets d'« excellence », et l'arrêt de la privatisation de l'enseignement supérieur.**

Pour réparer les immenses dégâts causés par cette liquidation systématique du service public d'Éducation, arrêter l'hémorragie ne suffit pas : les postes créés sont encore insuffisants en nombre. De plus, ils sont pris dans d'autres secteurs publics sans remise en cause de l'objectif général de diminution du nombre de fonctionnaires.

Nous refusons cette logique de déshabiller l'un pour habiller l'autre. C'est pourquoi nous réclamons :

- **Une augmentation des moyens financiers et humains avec des postes d'enseignants et de personnel BIATOSS dans les écoles, collèges, lycées et universités pour que soit assuré le service public d'éducation pour tous.**
- **Un retour au recrutement des enseignants à un niveau licence et non master pour un accès égalitaire au métier d'enseignant pour les classes populaires.**
- **Une Université gratuite et accessible à tous les jeunes, libérée de la tutelle des grandes entreprises et des intérêts privés.**

Cela est indispensable pour que l'École ne reproduise plus toutes les inégalités de la société, pour qu'elle ne soit plus perçue par les jeunes des milieux populaires comme une contrainte, et qu'elle permette de se projeter dans l'avenir.









**D**e l'adolescence jusqu'à la vie active, la précarité est devenue la norme pour tous les jeunes des milieux populaires.

- **La précarité pendant la période de formation**

La suppression du BEP au profit du BAC pro (en 2009), qui a conduit à l'allongement de la durée des études pour avoir son premier diplôme professionnel, a augmenté le nombre de jeunes « décrocheurs » qui sortent sans aucun diplôme et qui devront accepter de très mauvaises conditions de travail s'ils veulent trouver un emploi. Ils sont souvent condamnés à des CDD à répétition dans les sociétés d'intérim quand ils ne se tournent pas vers l'armée. Elle fait miroiter à ces jeunes oubliés par la société des promesses de carrière et de reconnaissance sociale. Mais la grande majorité de ces jeunes doit se contenter d'aller gonfler les chiffres du chômage.

Dans l'enseignement, l'apprentissage se fait de plus en plus tôt, envoyant dans les entreprises des jeunes sous-payés et corvéables. Cela engendre un grand chantage à l'emploi et à la performance, associé à un travail sous-payé et à une pression psychologique du patron-maître de stage sur le très jeune apprenti. Les heures supplémentaires non déclarées sont courantes. La norme : 40 h par semaine pour 300 euros par mois ! L'argument souvent utilisé est la rentabilité moindre des stagiaires mais, pour ne prendre qu'un seul exemple, quand il tient la caisse d'un magasin, un stagiaire fait exactement le même travail qu'un salarié.

- **Stagiaires : une main-d'œuvre 'low cost'**

Le problème des bas salaires se retrouve également chez les stagiaires. Avec les stages obligatoires dans les études supérieures couplés à un manque total de cadrage par l'État, les étudiants sont aussi confrontés à la précarité : la « gratification » à hauteur de 400 € par mois n'est même pas obligatoire pour un stage inférieur à deux mois. Ceci alors que les stages durant deux mois et plus sont une exception dans l'enseignement post-bac, souvent localisés en fin de master.

Les étudiants soucieux de trouver du travail à la sortie de leurs études (au vu du taux de chômage), accumulent les heures supplémentaires lors de leurs stages en espérant décrocher une offre d'emploi. Mais, pour toute perspective, certaines entreprises osent leur offrir, non pas un CDI, ni même un CDD, mais une nouvelle offre de stage à 400 € par mois. Une autre pratique qui tend à se banaliser dans les petites entreprises consiste à s'appuyer sur des effectifs composés majoritairement sur l'exploitation de stagiaires sous-payés (voire non-rémunérés). Il n'est plus rare par exemple de faire un stage dans une petite entreprise d'informatique qui emploie 60 % de jeunes stagiaires.

**Nous demandons l'instauration d'un pourcentage maximal de stagiaire dans les entreprises, particulièrement dans les PME. Les rémunérations minimales légales des stages doivent être augmentées et la durée de stage minimale obligeant une rémunération doit être réduite. Ce combat concerne aussi bien les étudiants stagiaires que les jeunes diplômés chômeurs qui se font concurrence sur le marché, au grand bénéfice du patronat. Leur unité est indispensable pour avancer.**

- **De plus en plus d'étudiants contraints à travailler pour vivre et étudier**

Dans le supérieur, face au coût de la vie, une partie de plus en plus importante des étudiants (environ 50 %) sont contraints d'exercer une activité salariale pour subvenir à leurs besoins ; que ce soit au cours de l'année ou pendant leurs vacances. Les étudiants sont prêts à accepter des conditions de travail précaires avec des CDD de très courte durée et représentent une main-d'œuvre flexible. Certains secteurs entiers s'enrichissent exclusivement grâce à cette situation. L'État y contribue de manière passive en refusant d'aider financièrement d'avantage les étudiants, poussant cette main-d'œuvre flexible sur le marché du travail.

Les étudiants-salariés à eux seuls constituent des niches d'emplois précaires qui génèrent un dumping vers le bas des conditions de travail pour l'ensemble des salariés des secteurs touchés : restauration rapide, événementiel, centre d'appel, éducation, vente, manutention, travaux saisonniers... La flexibilité horaire est l'un des meilleurs atouts de cette main-d'œuvre prête à tout pour sauver ses études que l'État pousse sur le marché du travail.

En effet, environ 7 étudiants sur 10 n'ont pas accès à une aide sociale directe de l'État. A cause de revenus parentaux souvent à quelques centaines d'euros au-dessus des critères d'éligibilité au statut de boursier, de nombreux étudiants n'ont pas accès aux bourses. A côté, les étudiants boursiers doivent se contenter, au mieux, du montant mensuel maximal de 469 €, soit un peu plus que la moitié du seuil de pauvreté.

A l'UJR, nous pensons qu'à travers le système des bourses, l'État doit assurer les besoins matériels de tous les étudiants de manière à leur permettre de pouvoir se consacrer pleinement à leur formation, mais aussi pour délester les familles de cette lourde charge. La faible quantité de bourses accordées et leur montant ne permettent pas des conditions d'étude et de vie décentes.

**Il faut revaloriser les bourses, élargir les critères et poser un cadre pour que tous les étudiants puissent bénéficier d'un statut social clair et d'une bourse de l'État leur permettant de suivre leur études dans de bonnes conditions, sans se salarier.**

- **Après la précarité dans les études, la précarité dans l'emploi**

L'emploi est un secteur où la jeunesse est discriminée. Même pour ceux qui ont suivi une formation technique avec stages et/ou apprentissage, il est difficile de trouver un emploi sous prétexte d'un manque d'expérience. Le résultat est un taux de chômage des jeunes deux fois plus élevé que dans le reste de la population (soit environ 23 %), il peut encore doubler dans certains quartiers populaires (jusqu'à 50 % et plus, notamment dans les DOM-TOM). Mais ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité car ceux qui travaillent de façon sporadique (intérim ou temps partiels imposés) ne sont pas comptabilisés.

Face à l'augmentation du chômage, le secteur de l'intérim se développe à grande vitesse et constitue un maillon économique indispensable sur lequel s'appuient toutes les grandes entreprises. Une des conséquences les plus visibles de cette expansion de l'intérim est l'augmentation de l'âge moyen pour un premier emploi stable à 27 ans.

Le duo intérim-prestation de service touche de nombreux jeunes travailleurs et constitue un outil important du système capitaliste pour diminuer le « coût du travail » à son profit. La prestation se développe en particulier dans les secteurs requérant des études supérieures, essentiellement dans l'industrie : ingénieurs, techniciens, informaticiens... Les entreprises de prestation sont en développement sous l'apparente stabilité d'un CDI. Elles emploient majoritairement des jeunes, à qui elles imposent une mobilité géographique à l'échelle du territoire au gré des changements de missions.

Ceci génère une instabilité sociale, facteur important de précarité. La dispersion des effectifs à travers les différents clients de l'entreprise de prestation et un lieu de travail déconnecté de son employeur rendent quasiment impossible tout syndicalisme. Il est par exemple explicitement interdit de véhiculer une mauvaise image du prestataire (tract ou autre) chez le client, au risque de licenciement. Les clients peuvent par ailleurs mettre fin dès que nécessaire aux missions des prestataires, qui leur servent ainsi de variable d'ajustement dans leur budget de fonctionnement.

Nous défendons la revendication de limiter le pourcentage d'intérimaires et de prestataires dans les entreprises afin de porter un coup à ces deux outils du capitalisme moderne, afin de défendre le droit à un emploi stable pour les jeunes.

Le gouvernement Hollande met en place les « emplois d'avenir » pour permettre à certains jeunes des quartiers populaires d'accéder à une nouvelle génération d'emplois précaires. Il est vrai qu'il est urgent d'apporter des réponses aux attentes de la jeunesse des quartiers, particulièrement discriminée dans l'accès à l'emploi. Mais, la méthode est emblématique d'un gouvernement social-libéral qui n'ose pas se confronter au capital pour récupérer davantage de moyens. Pour financer ces emplois, aidés et précaires, il va générer des coupes dans d'autres secteurs d'intervention sociale de l'État et des collectivités locales. En tant que jeunes, nous avons besoin de stabilité pour nous projeter vers le futur, nous construire et nous inscrire dans la société :

**Le CDI doit devenir une norme pour tous, notamment pour les jeunes.**

### • Précarité dans le logement et l'accès aux soins

Trouver un logement est devenu une vraie galère : explosion des loyers (surtout en région parisienne et dans les grandes villes), offre nettement insuffisante sur le marché, désengagement de l'État, difficulté de se loger près de son lieu de travail ou d'étude, faible qualité de logement...

Tout ceci est lié et résulte d'années de politique libérale visant à « laisser faire le privé » qui s'arrange pour limiter l'offre, spéculer sur le foncier, réduire la qualité du logement pour augmenter ses marges, etc. La jeunesse est la frange de la population la plus touchée par le problème du logement car c'est là que l'on constate les loyers les plus élevés et la part des revenus consacrés au logement la plus importante (+ 50 % depuis 1985).

Que ce soit au niveau du CROUS pour le logement étudiant, au niveau des foyers de jeunes travailleurs, ou au niveau des offices HLM, les partenariats public-privé sont devenus la norme (PPP) avec un désengagement de l'État sur les promoteurs privés pour construire le logement. La situation est particulièrement grave en ce qui concerne le logement étudiant public : environ 3 chambres en cité U à Paris pour 100 étudiants et environ 8 pour 100 étudiants en province. Il faut relancer d'urgence la construction de logements étudiants publics de qualité. Le secteur du logement étudiant privé (bailleurs spécialisés) est une mine d'or pour les promoteurs-bailleurs qui génèrent d'énormes profits sur le dos des étudiants et de leurs familles.

**Pour en finir avec cette hypocrisie, face à l'urgence de la situation, il faut nationaliser le secteur privé du logement étudiant, le placer sous la gestion du CROUS, et lui redonner les moyens d'assurer son service au public.**

En face de la pénurie, le nombre de logements vacants n'a cessé d'augmenter ces dernières années, passant de 1,9 million en 2005 à près de 2,3 millions en 2011 ; soit une augmentation de 20 %.

**Nous soutenons l'idée de réquisitionner les immeubles et logements vacants appartenant aux collectivités locales, à des administrations, à l'État, à des banques, à des compagnies d'assurance, à de gros propriétaires, à des professionnels de l'immobilier...**

Alors que les conditions d'études, de vie et de travail se dégradent, entraînant de lourdes conséquences sur la santé physique et psychologique, de plus en plus de jeunes renoncent à consulter un médecin ou à se soigner. Les raisons sont multiples : augmentation des frais médicaux, prix des médicaments, déremboursement... Pour les jeunes femmes, mineures ou non, c'est l'accès aux structures et à la prise en charge de l'IVG et de la contraception qui sont rendus difficiles.

La jeunesse populaire représente les travailleurs de demain, ceux sur lesquels repose le système. Maintenir la jeunesse populaire dans un état de précarité poussée montre le mépris de l'oligarchie et l'incapacité du système à répondre à nos besoins élémentaires de vie (étude, travail, accès aux soins). Ce système en crise ne nous donne pas accès à une vie digne, l'oligarchie utilise la précarité et nous contraint à des conditions pénibles d'existence pour nous faire payer sa crise.

Les jeunes de l'UJR dénoncent avec force les politiques d'austérité et celles qui visent à faire peser tout le poids de la crise sur les travailleurs et les masses populaires. Nous sommes conscients que sortir la jeunesse populaire de la précarité nécessite des moyens économiques importants : il faut les arracher à l'oligarchie qui réalise d'énormes profits sur notre dos. Nous ne voulons ni ne pouvons plus payer les dettes et la crise du système capitaliste ! C'est au capital de payer !

**Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une politique à moyens constants ! Nous devons renforcer la lutte contre le capital pour un changement profond de société et éviter qu'il ne laisse derrière lui un champ de ruine.**









La musique, la danse, les arts plastiques, le 7<sup>ème</sup> art, le théâtre... font partie intégrante de notre vie. La télévision, la radio, Internet, la rue, les journaux et les espaces culturels, l'école, entre autres, nous permettent d'y accéder.

La société dans laquelle nous vivons nous impose principalement un type de culture au détriment des autres. Les classes dirigeantes opèrent un contrôle des esprits et des consciences en mettant l'accent sur des concours ou des jeux de télé-réalité individualistes, sexistes, basés sur l'égoïsme et la compétition. Ces programmes abrutissants détournent le regard de la réalité sociale et des valeurs de solidarité. Ils divertissent pour mieux contrôler les masses dès leur plus jeune âge. Ils présentent le capitalisme comme une évidence et encouragent l'individualisme.

Le matraquage médiatique que nous subissons quotidiennement vise à populariser cette culture au rabais, commerciale, qui a pour seul but de formater les cerveaux. Le seul mot d'ordre sur lequel s'appuie la promotion de cette culture de masse est l'argent et l'absence de réflexion.

En temps de crise, les plans d'austérité conduisent à la baisse du budget de la culture. Les dirigeants préfèrent voler au secours des banques et des grandes entreprises et laisser place aux grosses machines abrutissantes, à la télévision, comme seul outil « culturel » pour occuper nos « *temps de cerveaux disponibles* ». Contrôler les consciences pour mieux occuper le terrain et éviter une potentielle prise en main des problèmes par les peuples.

Ce n'est pas aux services publics d'accès à la culture de faire les frais de la crise ! Les logiques de rentabilité ne peuvent mesurer la richesse et l'importance des initiatives culturelles !

Les jeunes artistes paient durement l'austérité et la réduction des budgets culturels. Alors que nombre d'entre eux se retrouvent régulièrement sans travail, le statut d'intermittent du spectacle, violemment attaqué et remis en cause par le patronat, ne cesse de se dégrader.

**Nous refusons la précarisation croissante du statut des artistes !**

Grâce à l'explosion du numérique et particulièrement d'internet, la dématérialisation de certains supports artistiques a comme vertu de permettre un échange et un partage de l'information artistique rapide.

La loi HADOPI a été mise en place pour réprimer les téléchargeurs et les contraindre dans leurs envies de découvrir les artistes. Bien que soit posée la question du financement des artistes, leurs moyens d'existences, et de leur diffusion au public, il n'en reste pas moins que la loi HADOPI est une mesure emblématique de ce que les « grosses machines », et l'État à leurs services, savent mettre en place d'un point de vue législatif pour mieux contrôler la distribution des artistes et leurs cachets, tout en réprimant les téléchargements.

L'UJR est farouchement opposée à la loi HADOPI et à sa logique de mainmise de l'art et de sa distribution par les grands possédants.

### **Nous revendiquons le retrait de la loi Hadopi.**

Si la culture coûte cher, l'ignorance coûte encore plus cher. Elle enferme, isole et favorise la haine des uns contre les autres, l'obscurantisme. Dans les quartiers populaires, la résistance culturelle s'organise, notamment dans les maisons de quartier et les associations, à travers la musique, le graff, la danse, les échanges culinaires ...

Un langage artistique avec des revendications contre la société dans laquelle nous vivons et les conditions de vie qu'elle nous impose se développe. Les associations voient leurs crédits alloués fondre et donc ferment ou perdent fortement en efficacité. Conséquence directe dans la vie de tous les jours de cette politique, les jeunes précaires se trouvent bien souvent face à une impossibilité de pratiquer certaines activités culturelles ou sportives.

Les jeunes de l'UJR sont attachés à l'accès à la culture pour tous, aux principes d'éducation populaire contre une culture réservée à l'élite, au droit à l'émancipation de la jeunesse des villes et des campagnes.

La pratique d'un sport est un élément important dans le développement d'une personne, autant physiquement que psychologiquement. C'est un élément moteur dans la création de l'identité d'un individu. Dans les quartiers, l'accès aux clubs sportifs est très important et permet aux jeunes de s'évader de leur quotidien. De plus, c'est un moyen d'échange et de rencontre, d'ouverture aux autres. Cependant, l'inscription à un club sportif, quel qu'il soit, reste onéreuse et donc difficile pour les jeunes les plus démunis.

### **Nous exigeons un accès gratuit aux sports !**

Le sport est devenu un véritable marché financier où les plus riches de ce monde investissent des milliards sans aucune pudeur. L'esprit d'équipe est remplacé par l'enjeu économique. Le sport est parasité par le monde de la finance. Compétition et dopage prennent toute la place, brassant des sommes considérables pour divertir les masses et servir les intérêts des sponsors. Seuls certains sports sont mis en avant via les médias, comme le football ou le basket-ball entre autres, au détriment des autres ; le sport féminin et l'handisport ne sont quasiment jamais représentés.

Il faut remettre au cœur des priorités l'accès à des pratiques sportives pour tous. Se dépenser est un droit, les jeunes des milieux populaires y aspirent. Il doit favoriser l'esprit d'équipe, le partage et le dépassement de soi pour contribuer à notre émancipation.



# IV





**A**ujourd'hui, le fichage et la criminalisation commence dès la maternelle. Cette politique, qui vise à rechercher et à identifier les futurs criminels jusque dans les rangs des classes de maternelle, est un caractère manifeste de pourrissement du système.

Dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement et à la culture, l'oligarchie et l'État à ses ordres discriminent particulièrement la jeunesse des quartiers populaires : de par la consonance de nos noms ou par la localisation de notre habitation, dans les faits, nous n'avons pas les mêmes droits !

Les mesures judiciaires misent en place par le gouvernement Sarkozy illustrent comment la jeunesse populaire est discriminée : elles rendent pénalement responsables les mineurs. La répression se déverse sur la jeunesse des quartiers populaires. Elle touche aussi les jeunes qui se mobilisent dans les luttes syndicales, sociales et politiques. Les mouvements politisés de la jeunesse ont été criminalisés : lycéens et étudiants ont été nombreux à se retrouver en garde-à-vue et victimes des mesures de comparutions immédiates.

A toutes ces discriminations se rajoutent celle liée à l'origine des parents.

Le racisme est un des outils utilisé pour stigmatiser une partie de la jeunesse, les enfants de famille d'immigrés sont souvent caricaturés dans les médias comme étant des jeunes incultes et barbares, soit dealers, soit « islamistes radicaux », qui peupleraient et envahiraient nos cités. En faire ainsi une population de second plan réputée dangereuse permet de légitimer les « *check-point* », les contrôles aux faciès. Jouant sur la peur et l'envahisseur inconnu, l'oligarchie se fixe comme tâche la division du camp populaire et des différentes couches de la population. On se souvient des propos de « *racailles* » qu'il fallait nettoyer au « *Karcher* », ce qui revenait à assimiler tout jeune des milieux populaires à un criminel potentiel. Si aujourd'hui le gouvernement ne pratique pas le même genre de provocations outrancières, on peut voir toute une partie de l'UMP basculer dans le racisme primaire pour tenter de phagocyter l'électorat du FN.

Sous des airs de parti anti-système, le FN joue son rôle historique de parti qui maintient le système capitaliste sur pied. Quand la crise se fait sentir, le système utilise ce parti et ses satellites (les groupuscules « identitaires ») comme des chiens de garde pour assurer sa pérennité. Il joue ce rôle et occupe la scène politique et médiatique en développant des thèses réactionnaires, de division du peuple, sur des idées focalisant la peur et la haine de l'étranger.

Alors qu'une frange de la jeunesse populaire pourrait être séduite par les thèses du FN, il est de notre devoir de faire comprendre à l'ensemble des jeunes qui se retrouvent dans une situation difficile, sans issue apparente, que le FN n'est pas un parti qui apporte des solutions à la jeunesse populaire. C'est un parti qui œuvre pour l'oligarchie, les riches et les possédants... Son rôle est d'assurer les moyens de survivance au système capitaliste, à l'exploitation du peuple et de la jeunesse : leurs thèses visent à détourner la colère des victimes de la crise en cherchant à leur faire croire que les problèmes peuvent être résolus en tapant sur les travailleurs d'origine étrangère. Les contrôles au faciès sont 5 à 6 fois plus fréquents sur les jeunes typés africains.

**Il faut en finir avec cette pratique humiliante et discriminatoire du contrôle systématique au faciès !**

Le manque de régulation du secteur de l'intérim en fait le premier secteur d'embauche des travailleurs sans-papiers, qui sont souvent des jeunes. Les entreprises intérimaires s'appuient largement sur l'exploitation sans limite de ces travailleurs sans droit parce que sans-papiers. Cette situation n'est pas non plus sans conséquences sur les autres travailleurs des mêmes secteurs dont les conditions de travail sont tirées vers le bas. Il est donc de l'intérêt général de se préoccuper de ce problème en demandant la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers, pour améliorer du même coup les conditions de travail de tous. Quand nous renforçons cette lutte, c'est tout le syndicalisme dans le secteur de l'intérim que nous renforçons, c'est-à-dire un secteur où sont présents de nombreux jeunes précaires.

Les pressions contre les travailleurs sans-papiers, surexploités, contrôlables, malléables, précarisés, permettent à la classe dirigeante de faire baisser le « coût du travail » et de mettre davantage en concurrence les travailleurs entre eux. La politique extérieure néocolonialiste de la France (caractérisée sous le nom de « Françafrique ») maintient leurs pays d'origine dans la dépendance et la misère. Elle les oblige aussi à s'expatrier pour faire vivre leur famille ou échapper aux guerres que nourrissent les rivalités des grandes puissances pour se répartir les richesses de leur pays.

En plus de trouver de nombreux jeunes parmi les travailleurs sans-papiers, ce sujet nous concerne aussi directement car il touche à la lutte contre la fascisation et à la dénonciation de l'impérialisme français :

**Ils travaillent ici, ils étudient ici, ils vivent ici, ils doivent rester ici ! Nous devons obliger le gouvernement Hollande à régulariser les étudiants-travailleurs sans papiers !**



V



**N'**importe où dans le monde, nous, les jeunes des classes populaires, sommes confrontés au même ennemi : le système capitaliste impérialiste qui monopolise les richesses au profit de l'oligarchie.

## • Contre l'impérialisme sous toutes ses formes

Les grands groupes industriels et financiers français (tels que Total, Orange, Carrefour, Bolloré, Lagardère...) figurent parmi ces prédateurs. Ils se positionnent dans les pays pour mieux négocier et mieux profiter des ressources minières, pétrolières, en main-d'œuvre très bon marché que les « anciennes » colonies mettent à leur disposition. Le système en crise impose aux peuples de nouveaux plans d'austérité et, à certains endroits, la guerre qui, comme en Libye ou en Afghanistan, devient un enjeu pour gagner la mainmise sur certains secteurs économiques clés.

Le système capitaliste impérialiste est un système guerrier et perpétuellement en crise ; la guerre est un moyen de « régler » la crise... jusqu'à la suivante. Ce ne sont pas les enfants des grands bourgeois qui vont se faire tuer sur le terrain mais les enfants des familles des milieux populaires qui connaissent précarité et pauvreté, et c'est pour en sortir que les jeunes se transforment en « chair à canon ».

Nous sommes opposés à la politique de recrutement dans l'armée qui vise essentiellement les jeunes des milieux populaires. Pour atteindre son but elle va jusqu'à intervenir dans les lycées des quartiers populaires et utiliser les publicités dans les jeux vidéos pour faire miroiter aux jeunes une perspective de débouché professionnel ! Les jeunes des quartiers populaires n'ont rien à faire en Afghanistan ou en Afrique, nous n'avons pas à aller mourir pour les intérêts des oligarques. Sortir du système capitaliste est une nécessité vitale, trop de jeunes sont morts et meurent encore dans des guerres impérialistes et réactionnaires.

Nous luttons pour la paix entre les peuples et nous revendiquons que le budget de l'armée et de l'armement payé par le peuple soit utilisé pour assurer les besoins premiers des peuples en France et dans le monde.

**Nous luttons pour le retrait immédiat des troupes et bases françaises à l'étranger, notamment en Afrique.**

**Nous condamnons la participation de la France aux interventions en Afrique et en Afghanistan.**

**Nous refusons les guerres menées par les forces impérialistes.**

Les forces impérialistes ne cessent de voler, exploiter et opprimer les peuples du monde afin de régner et de s'accaparer par la force les richesses des pays dominés et occupés. L'OTAN est une organisation à l'image du capitalisme : guerrière et meurtrière.

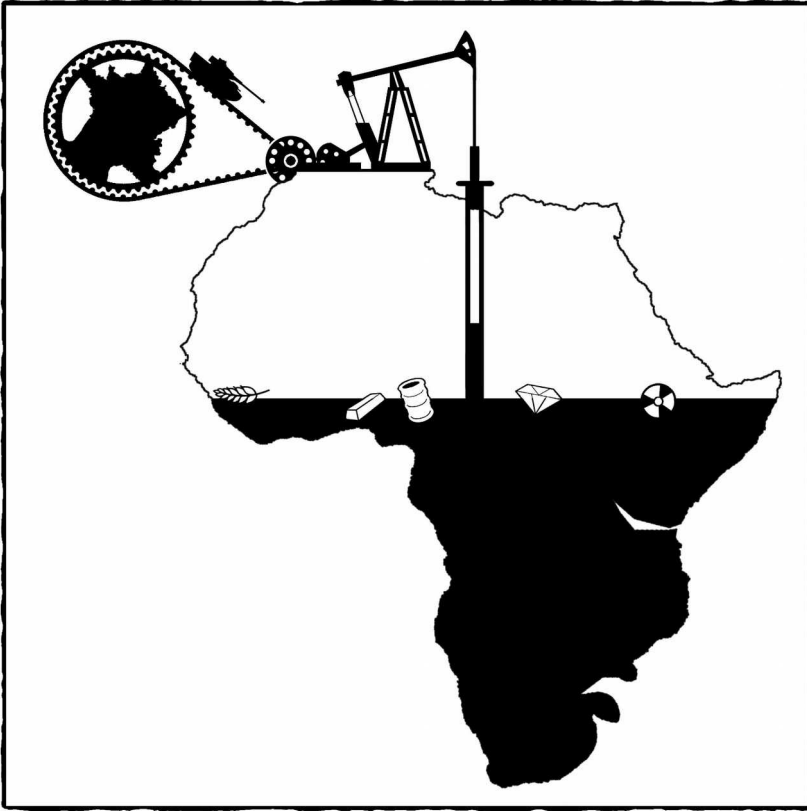
**Nous sommes pour la dissolution de l'OTAN et nous condamnons toutes les guerres menées par ce bras armé de l'impérialisme.**

**Notre première exigence est la sortie de la France de l'Otan !**

Cette crise est celle des capitalistes, des impérialistes, de la finance et des riches :

**Nous ne paierons pas leur crise, nous ne paierons pas leurs guerres !**





**COMBATTONS L'IMPERIALISME !  
TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE !  
LIBERTE POUR LES PEUPLES EXPLOITES !**

- **Face aux offensives du capitalisme, renforçons la solidarité internationale de la jeunesse**

Nous sommes solidaires des luttes menées par les peuples en Europe et face aux plans d'austérité, notamment en Grèce, Espagne, Italie, Portugal et ailleurs.

Nous luttons contre la politique de division des peuples, en France et partout dans le monde. Nous soutenons les luttes des peuples d'Amérique du sud qui luttent surtout contre l'impérialisme nord-américain.

Nous sommes solidaires et soutenons avec force le peuple palestinien qui lutte pour sa dignité et ses droits nationaux. Le conflit israélo-palestinien illustre trop tristement ce dont les grandes puissances impérialistes sont capables pour garder avec l'État d'Israël un allié privilégié dans la région : opprimer le peuple palestinien, lui refuser un État, lui confisquer ses terres et détruire son économie et sa culture pour mieux le faire partir !

Nous sommes aux côtés du peuple palestinien qui résiste. Financer cette guerre impose de terribles sacrifices au peuple israélien qui connaît une pauvreté et un chômage croissant. Nous saluons les forces progressistes israéliennes qui luttent contre la politique de casse sociale et de colonisation des territoires occupés par les gouvernements réactionnaires qui se succèdent en Israël. Aujourd'hui, ce gouvernement, en position géographique stratégique, prépare une guerre contre l'Iran, créant un climat de tension internationale très pesant. Nous dénonçons le soutien que la France et l'Union Européenne apportent à l'État d'Israël et à ses entreprises criminelles.

Nous sommes particulièrement solidaires des luttes populaires dans les néo-colonies françaises qui se mènent contre le système néocolonial de la « Françafrique ». Nous soutenons le droit de ces peuples à l'indépendance et à disposer d'eux-mêmes, leur droit à décider de leur avenir.

Nous soutenons les processus révolutionnaires menés par les peuples arabes contre les régimes dictatoriaux qui sont au service de l'impérialisme. Emblématique en Tunisie, la lutte révolutionnaire du peuple tunisien a permis de montrer que résister au quotidien contre le gouvernement mafieux de Ben Ali n'a pas été vain. Au contraire, la lutte et l'organisation sont les éléments clés de l'avenir d'un peuple. Les jeunes de l'UJR ont mené campagne pour la solidarité avec le peuple tunisien pendant les événements de janvier 2011.

**Nous soutenons le processus révolutionnaire toujours en marche en Tunisie et particulièrement les forces politiques et sociales qui continuent la lutte pour la démocratie et les droits du peuple tunisien et qui le font aujourd'hui dans le cadre d'un Front populaire.**

La dénonciation des manœuvres et des mesures mises en place par le gouvernement islamiste d'Ennahda continue. Nous avons la responsabilité politique d'exiger l'annulation de la dette imposée par l'ancien régime de Ben Ali et par l'impérialisme français au détriment du peuple tunisien.

Nous sommes conscients que le système contre lequel nous luttons en France est un système mondialisé. C'est donc en révolutionnaires et internationalistes que nous luttons pour changer ce système d'exploitation mondialisé. Nous nous appuyons sur les luttes du peuple tunisien et des peuples d'Amérique du sud afin de pouvoir, nous aussi, montrer l'exemple révolutionnaire en Europe aux côtés des peuples et des jeunes.

**Vive la lutte des peuples contre les plans d'austérité, contre le néo-colonialisme et l'impérialisme !**

**Vive la solidarité internationale des peuples !**



**C**omme nous nous sommes attachés à le présenter dans ce document, le système capitaliste n'a pas d'autres perspectives à offrir à la jeunesse des milieux populaires que précarité, misère, chômage, et guerres. C'est à travers un système politique, médiatique et culturel bien développé que l'oligarchie tente de décérébrer la jeunesse précarisée, et d'empêcher que sa révolte s'exprime de façon consciente. Malgré cela, la jeunesse trouve les moyens de résister.

Les jeunes de l'UJR font partie de cette frange de la jeunesse consciente qui a décidé de résister. Nous sommes convaincus du caractère profondément parasitaire du système capitaliste. La situation de la jeunesse et des peuples du monde est devenue insupportable. Pour les jeunes de l'UJR, il ne fait pas de doute que la société capitaliste ne nous permet pas de vivre avec dignité : nous devons contribuer à la changer radicalement !

**En février 2012, appuyés par le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), nous nous sommes réunis en congrès pour fonder l'Union des Jeunes Révolutionnaires (UJR), organisation de jeunesse à caractère populaire, internationaliste et révolutionnaire, caractères que nous avons développés dans notre plateforme.**

Comme nous l'a montré le peuple tunisien : c'est l'organisation, la solidarité et l'action qui nous permettront de changer radicalement la société !

**NOUS APPELONS TOUS LES JEUNES CONSCIENTS QUI SOUHAITENT TRAVAILLER ET LUTTER DANS L'INTERET DE LA JEUNESSE DES MILIEUX POPULAIRES, A REJOINDRE L'UJR SUR LA BASE DE SA PLATE-FORME.**

NOVEMBRE 2012

## NOTES

## ***NOTES***

***La jeunesse populaire ne veut pas payer la crise du système capitaliste !***

**CONTACT :**  
**[ujr.contact@yahoo.com](mailto:ujr.contact@yahoo.com)**